

1. Interpellation déposée par Monsieur Van Damme concernant la présence des stewards devant l'école Klimpaal.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de stewards voor de school Klimpaal.

Dhr. de Voorzitter :

Ik geef het woord aan Mijnheer Van Damme.

Dhr. Van Damme :

Dank u wel Mijnheer de Voorzitter.

Ik dacht dat het een korte gemeenteraad ging worden...

Dhr. de Voorzitter :

Ik ook!

Dhr. Van Damme :

Maar zelfs met 6 punten op de agenda slagen wij erin om nachtelijke uren te tranen. Ik zal onmiddellijk tot de kern van de zaken komen.

Mevrouw de Burgemeester, we hebben het al gehad over de stadswachten die een essentieel onderdeel zijn van het preventiebeleid van de Gemeente en ook een stukje van het repressiebeleid. Die stadswachten zijn natuurlijk niet onbepaald in hun ambitie en hun mogelijkheden. Daarom werd er in het verleden, in de vorige meerderheid waar u ook deel van uitmaakte, beslist dat bijvoorbeeld wanneer er een school extra ondersteuning vroeg voor het beveiligen van de school voor bijvoorbeeld 's morgens en 's avonds, was de redenering in het vorige Schepencollege de volgende: er zijn een aantal scholen waarvoor historisch gezien een toezicht door een aantal stadswachters werd voorzien, er waren er een klein aantal. En dan waren er enkele specifieke gevallen waar er echt een verkeersprobleem bestond.

Het algemene principe betreffende die nieuwe vragen voor het toezicht voor de schoolpoorten was dat er eigenlijk geen gehoor aan werd gegeven. Er werd niet ingegaan op de nieuwe vragen van de gemeente- of andere scholen om een stadswachter voor de schoolpoort te voorzien, omwille van het feit dat het materieel gewoon onmogelijk was en is om elke ochtend en elke avond twee personen vrij te maken voor iedere school in Molenbeek.

Ik vond dit misschien geen perfecte oplossing, maar alleszins was het een duidelijke oplossing, en het was ook een duidelijke richtlijn naar alle scholen toe.

Groot was dan ook mijn verwondering toen ik merkte dat aan school 'Klimpaal' wel nieuwe stadswachters staan. Ik werd daar vandaag op attent gemaakt door de directeur van school vierwinden, die u als burgemeester ook vandaag aanschreef.

Graag had ik dus van u vernomen:

Waarom er sinds kort stewards staan voor school klimpaal daar waar die voor andere scholen werden geweigerd? Welke logica er vandaag gebruikt wordt bij het bepalen waar u stewards opstelt? Wat is de procedure van aanvraag voor geïnteresseerde scholen?

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Van Damme.

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Monsieur Van Damme, assurer la sécurisation des sorties d'école et des chemins qui mènent, en facilitant la traversée des enfants aux passages protégés en leur évitant d'être en contact avec des jeunes qui seraient mal intentionnés ou avec des automobilistes qui sont peu respectueux, est une priorité de plus en plus importante pour les responsables communaux.

Les Gardiens de la Paix doivent évidemment dans leurs missions s'assurer de la sécurité des enfants sur le chemin de l'école sur tout le territoire de la Commune et par rapport à tous les réseaux scolaires confondus. Évidemment, il est impossible aux Gardiens de la Paix d'être présents aux abords de toutes nos écoles et donc une tournante est organisée et nous tenons compte de certaines priorités, telles que la situation de l'école au niveau de la sécurité routière, de l'attitude des parents ou des proches aux abords des écoles notamment par rapport à leurs véhicules, et de la proximité avec des axes routiers qui sont plus dangereux. C'est vrai que nous tenons également compte de demandes qui peuvent être éventuellement faites par des directions d'écoles et nous tentons de les satisfaire dans la mesure de nos moyens, mais on doit évidemment aussi rappeler aux directions d'écoles que les Gardiens de la Paix ne sont pas des Policiers et qu'évidemment leur présence est avant tout préventive.

Concernant l'école que vous avez évoquée, il y a une demande qui a été faite par la direction de cette école concernant la présence de Gardiens de la Paix et aujourd'hui ils sont sur place tous les matins. Il y a plusieurs écoles sur le territoire de la Commune qui ont fait cette demande, que ce soit à l'entrée ou à la sortie ou sur le chemin de l'école et l'équipe des Gardiens de la Paix essaye de répondre aux demandes en fonction de leur disponibilité et à ce jour, c'est une organisation qui s'est toujours faite par le Fonctionnaire de prévention qui a encore en charge aujourd'hui les équipes de Gardiens de la Paix et comme je l'ai dit dans ma première intervention, il est évident que le nouveau Fonctionnaire de Prévention va réorganiser les services de Gardiens de la Paix, puisqu'on veut que leurs actions ne se passent pas uniquement par secteur, mais sur tout le territoire de la Commune et qu'ils puissent être impliqués dans tous les endroits, mais ça demande une réorganisation du service, une formation complémentaire et la nécessité de répondre aux demandes selon les nécessités et selon un examen qui se veut objectif par le Fonctionnaire de prévention.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre.

Ik geef het woord aan Mijnheer Van Damme.

Dhr. Van Damme :

Madame la Bourgmestre, j'ai une remarque ou une question, c'est que votre réponse n'est pas très claire dans le sens où vous dites en fait qu'il n'y a pas de véritables règles cadre pour déterminer si oui ou non une école peut avoir des gardiens devant son entrée ou dans son environnement à Molenbeek-Saint-Jean. Vous avez dit qu'il y avait plusieurs éléments qui pouvaient jouer, mais il n'y a pas une grande clarté au niveau de la prise de décision, de savoir qui décide, vous dites que ça doit être le Fonctionnaire, mais vous dites aussi qu'il vient d'être mis en place et donc pour moi, ce n'est pas clair de savoir qui a décidé pour cette école et qui va décider dans le futur. De plus, si vous ne créez pas un cadre clair dans ce genre de décision, il va y avoir tout le temps du débat pour savoir pourquoi devant une école et pas devant telle autre école. Enfin, vous dites qu'il va y avoir une tournante dépendant de la situation et du nombre de gens etc., donc ça veut dire qu'une école qui pendant une semaine à un gardien devant son entrée, n'est pas sûre de l'avoir la semaine suivante. Il n'y a donc pas de continuité pour une école d'avoir des gardiens pendant toute une année par exemple.

Donc je dirais globalement que votre procédure n'est pas très claire et risque de créer des conflits entre les écoles qui se sentent défavorisées par rapport aux autres. Je vous demande, pas maintenant, mais je vous conseille vivement d'installer un cadre plus clair pour pouvoir communiquer clairement aux écoles pour quelles raisons une reçoit un gardien et l'autre pas.

J'ai encore une question supplémentaire, qui n'était pas dans mon texte initial, si une école ne peut pas bénéficier pour l'une ou l'autre raison de Gardiens de la Paix devant son établissement, est-ce que vous comme Commune, et surtout vous en tant que chef de la Police, vous acceptez qu'une école mette elle-même en place un système de surveillance de personnes de l'école-même, qui aide les enfants à traverser des carrefours dangereux? Est-ce que vous allez soutenir ce genre de démarche et autoriser ce genre de démarche ou est-ce qu'au contraire vous dites qu'il n'y a que les gardiens qui peuvent faire de telles démarches ?

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Van Damme.

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Je vais vous apporter quelques précisions. Au départ, il y avait deux écoles communales qui étaient concernées par la présence des Gardiens de la Paix, c'étaient les écoles une et deux. Aujourd'hui il y a 10 écoles sur le territoire de la Commune qui sont concernées. Il s'agit des écoles 1, 2, 9, 16, 11, 13, Serge Creuz, Imelda, Saint-Charles, Klimpaal et l'école cinq. En ce qui concerne l'école 13, l'école cinq et l'école Imelda, la présence des Gardiens de la Paix se fait à la demande. À ma connaissance, il n'y a pas eu de refus de présence de Gardiens de la Paix faisant suite à la demande d'une direction d'école. Donc, toutes les demandes qui ont été faites par les directions d'écoles à ce jour, à ma connaissance, ont été rencontrées. Vous le dites justement, l'organisation de la présence des Gardiens de la Paix ne se fait pas dans le cadre d'une procédure déterminée, elle ne se fait pas dans un cadre précis, il y aura lieu donc de l'organiser. C'est pour cela que nous souhaitons réorganiser toute la procédure concernant l'information, l'encadrement et les missions des Gardiens de la Paix. Mais le nouveau Fonctionnaire de prévention est entré en

service au 1er avril et donc il faut lui laisser un peu de temps, mais donc c'est une des priorités qui lui a été données.

Concernant la sécurisation aux abords des écoles qui se ferait avec des parents et des enseignants, c'est aussi un projet que nous souhaitons mettre en œuvre et un projet pilote pour impliquer les parents et les enseignants à cette sécurité des enfants aux abords des écoles qui sera mis en place prochainement et des contacts sont pris avec l'école Klimpaal pour le réaliser. Mais c'est une initiative importante qui doit se faire pour le plus grand nombre d'écoles communales et cette proposition a déjà été évoquée lors des conseils de participation qui se tiennent entre les équipes d'enseignants, la Commune et les parents.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre.

Ik geef het woord aan Mijnheer Van Damme.

Dhr. Van Damme :

Je voulais encore vous dire que je suis content de votre réponse par rapport à la question que j'ai posée, mais je tiens à spécifier qu'il y a eu dans le passé des situations où les écoles ont mis en place un tel système où la Police les a déconseillés de continuer à le faire. Donc je crois qu'il y a un travail de ce côté-là avec vos policiers pour les convaincre d'encourager ce genre de démarches au lieu de les décourager.

Dhr de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Van Damme.

L'incident est clos.

**2. Interpellation déposée par Monsieur De Block relative aux règles de sécurité incendie concernant les immeubles âgés.
Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de regels inzake brandveiligheid voor oudere gebouwen.**

M. le Président :

Je donne la parole de block pour la lecture de son interpellation relative aux règles de sécurité incendie concernant les immeubles âgés.

M. De Block :

Je pense que tout le monde a entendu qu'il y a eu un incendie dans le bloc un, boulevard Edmond Machtens. Ça fait déjà quelques temps que les habitants ont adressé au Logement Molenbeekois - *et on m'a dit même à la Bourgmestre* - leur plainte et questions concernant la sécurité incendie de cet immeuble. Il n'y a pas de sortie de secours, ceux qui ont déjà visité les immeubles savent que les cages d'escalier sont très étroites, que ce sont des cages d'escalier tournantes. Pour les nouveaux bâtiments, il paraît qu'un escalier de secours est obligatoire. Mais vu que le bâtiment date d'il y a quelques années quand même, on nous a répondu, en réponse à une plainte du locataire, que le bâtiment est tout à fait conforme et les règles de l'époque de la construction sont en vigueur. Donc, les portes coupe-feu de 30 minutes sont suffisantes, ça, c'est la théorie.

Mais donc, je m'inquiète avec les habitants de cette thèse. Quelque part, les communications du Président du Logement Molenbeekois me donnent raison parce qu'ils ont apparemment commandé un audit sur la situation. C'est quelque chose qui n'a pas été mentionné en réponse aux locataires qui ont déposé une plainte explicitement sur la question de la sécurité incendie.

Je vous signale que les locataires qui se retrouvent au 14^e étage, quand le feu démarre au deuxième étage, ils n'ont pas beaucoup d'issue de secours. Normalement, les greniers devraient être accessibles, mais en fait ils sont fermés. On les a ouverts temporairement en fait pour permettre aux gens de prendre l'escalier, de monter et de descendre via l'ascenseur de la colonne à côté, pendant que les ascenseurs étaient cassés. J'ai quelques questions, parce que les gens ont raconté que la procédure pour évacuer le bâtiment a laissé à désirer. Il y a des familles qui sont restées dans leur appartement, il y a des gens avec des enfants handicapés qui sont restés dans leur appartement, ils n'ont pas pu évacuer parce que les ascenseurs étaient cassés et ne pouvaient pas porter leur enfant dans les cages d'escaliers tournants. C'est vraiment une situation qui fait très peur aux gens.

Est-ce que la Commune peut exiger, via un règlement communal, que les grands immeubles soient soumis aux mêmes règles de sécurité, donc au moins un escalier de secours, je pense que ce n'est pas un luxe. Actuellement il y a des escaliers sur les balcons et on nous a dit que ce n'était pas des sorties de secours. On voit que ces échelons s'arrêtent au sixième ou septième étage, certains disent que les échelles des pompiers ne peuvent pas monter plus haut et que c'est pour permettre aux gens de descendre. Mais ces échelons sont rouillés et donc je demande si oui ou non ces échelons servent à quelque chose ? Si c'est non, est-ce que les gens ont droit à une sortie de secours, est-ce qu'on pourrait avoir le système qui permet aux habitants d'ouvrir des accès au grenier, éventuellement avec des badges sécurisés ?

Est-ce que les grands immeubles ont été contrôlés par les pompiers et à quelle date?

On a remarqué aussi, lors de visites d'inspection, que certaines des infrastructures électriques et de gaz dans l'immeuble ne sont pas à la hauteur et devraient être réparées. Une petite étincelle dans ce bâtiment est suffisante pour mettre en danger beaucoup de familles et donc je demande s'il y a une vérification et un contrôle ? De plus, je n'ai vu aucun détecteur de fumée dans les espaces communs, les locataires m'ont dit qu'ils étaient responsables pour leur propre détecteur de fumée dans leur appartement, alors que ces détecteurs ont été placés par le logement Molenbeekois. Je voudrais aussi savoir s'ils y a des exercices incendies qui sont prévus ?

M. le Président :

Merci Monsieur De Block.

Je donne la parole à Monsieur l'Echevin Majoros.

M. l'Echevin Majoros :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, Mesdames et Messieurs les habitants, un incendie c'est toujours quelque chose d'impressionnant, on a tous en tête en matière de logement social, l'incendie de la tour des mésanges, il y a 11 ans maintenant. À Molenbeek, il y a eu effectivement ce cas de bien moindre ampleur heureusement, dans un des deux immeubles Machtens. Aucune victime n'est à signaler, il y a eu uniquement des dégâts matériels dûs à la fumée, à la suie et à l'eau utilisée par les

pompiers. Les services de secours et le PUIC ont joué le rôle avec professionnalisme, je tiens à saluer aussi ici leur action qu'on oublie trop souvent.

Vous me demandez si la Commune peut exiger, via un règlement communal, que les grands immeubles soient soumis aux mêmes règles de sécurité, la réponse est non. En fait, les normes de sécurité incendie et leur contrôle sont du ressort du SIAMU. Une Commune ne peut pas se substituer à la Région en la matière.

Vous l'avez souligné dans votre interpellation, en donnant quelque part la réponse que je me proposais de confirmer, les normes incendie sont toujours respectées lors de la construction d'un immeuble. Ce sont bien les normes de l'année où on délivre le permis qui sont en vigueur. On ne peut pas demander à un propriétaire de démolir ou de reconstruire son immeuble si des normes changent, d'ailleurs ça diminuerait le nombre de logements sociaux et ce n'est donc pas une bonne idée. Il en va de même de l'élargissement de couloirs internes, d'ajout d'escaliers de secours extérieurs, on ne peut pas demander ça après coup, la structure des bâtiments ne le permettrait pas.

Dans le cas présent par contre, le Logement Molenbeekois nous indique avoir réalisé un audit incendie, de sa propre initiative en 2007, et depuis lors, plusieurs adaptations ont eu lieu. Elles vont au-delà des normes, avec des poses de portes résistant au feu pendant une demi-heure pour tous les appartements, avec la pose de portes résistant au feu pendant une heure pour les accès aux combles, la pose d'extincteurs à poudre un étage sur deux, avec un contrat d'entretien et la vérification périodique des dévidoirs.

Concernant des contrôles par le SIAMU, ultérieurs aux permis d'urbanisme datant de l'ouverture d'un bâtiment, il n'y a en fait pas d'obligation, pas plus que des exercices d'évacuation qui sont prévus par la loi. Cela existe pour les écoles, cela existe pour les bureaux, pour les hôpitaux, mais pas pour les logements, qu'ils soient privés ou publics, c'est la même chose. On notera que les interventions du SIAMU à la suite d'un incendie ou de début d'incendie n'ont pas donné lieu à des rapports mettant en cause la sécurité dans ces immeubles.

Il n'existe pas de rapport négatif de la Direction Régionale de l'Inspection du Logement ou de la Cellule Logement communal sur le gaz ou l'électricité dans ces immeubles. Il n'empêche, dans le souci d'améliorer la sécurité des locataires, la société a agi, d'une part en sensibilisant les locataires de la nécessité absolue d'éviter de déposer des encombrants dans les couloirs, des encombrants qui pourraient obstruer le passage en cas d'évacuation et qui pourraient même prendre feu. Avec la Police, la Société lutte contre le stationnement sauvage à proximité des accès pompiers, il ne faudrait pas qu'un camion de pompiers ne puisse pas éteindre un feu suffisamment rapidement et y sauver des habitants parce que des voitures encombre les accès. D'autre part, en allant chercher des moyens financiers à la Région pour rénover des logements sociaux, s'inscrivant dans la dynamique du contrat logement, 14.290.000 euros viennent d'être octroyés par le Secrétaire d'État régional au Logement, à la rénovation du parc logement molenbeekois, à travers le plan triennal d'investissement 2014 – 2017. Parmi cette somme considérable, près de 2 millions d'euros seront consacrés à la rénovation du bâtiment Machtens.

Par ailleurs, je vous invite d'interroger le Conseil d'administration du Logement Molenbeekois qui pourra vous donner, si vous le souhaitez, des indications plus précises sur ce bâtiment. Je rappelle que votre parti y dispose d'un représentant.

De mon côté, c'est avec sérénité, sans exagération, que je travaille au quotidien avec mes collègues du Logement molenbeekois pour améliorer encore la qualité des logements sociaux existants.

Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin.

Je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Je voulais aussi savoir quand le service SIAMU a effectué le dernier contrôle ? Ensuite, vous dites qu'il n'y a pas de rapport négatif sur les problèmes d'électricité. Je pense que le logement Molenbeekois a été informé du rapport sur les problèmes au niveau des tableaux électriques qui devraient être remplacés. Ici je pose des questions sur les normes, sur l'urbanisme, est-ce que la Commune peut oui ou non être plus exigeante ? Les autres questions, on va les poser au Logement molenbeekois, mais je demande quand même à la Bourgmestre, au niveau de la sécurité, est-ce que nous pouvons, en tant que Commune, favoriser de bonnes pratiques comme les exercices incendies. Évidemment la loi ne le prévoit pas, la loi ne l'oblige pas, mais je propose qu'on demande au Logement molenbeekois, et à la Bourgmestre, qui en tant que responsable de la sécurité publique, peut évidemment faire des démarches qui peuvent sauver des vies. C'est vrai que le réflexe pour faire sortir les gens, c'est de sonner via les sonnettes au rez-de-chaussée. Désolé, mais évacuer un bâtiment en poussant sur les sonnettes, ça ne va pas, ce n'est pas suffisant.

M. le Président :

Merci Monsieur De Block.

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

La Commune élabore son plan d'urgence d'intervention communale et il y a des procédures qui sont prévues dans ce plan d'urgence qui seront présentées au Conseil communal et qui pourraient également être présentées en Sections réunies et ce sera justement l'occasion de pouvoir répondre à ces questions.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre.

Je donne la parole à Monsieur l'Echevin.

M. l'Echevin Majoros :

Je pourrais répéter ce que j'ai déjà dit concernant le SIAMU, ce que je peux vous dire, c'est que chaque fois qu'il y a un incident, le SIAMU réévalue de facto, à la suite de sa visite, la situation, que ce soit au Logement molenbeekois ou dans n'importe quel immeuble, qu'à la suite du dernier incendie dans le bâtiment Machtens, il n'y a pas eu de rapport négatif du SIAMU. Pour le reste, je peux vous renvoyer aux réponses que j'ai déjà formulées au Conseil d'administration du Logement molenbeekois et tout cela se fait dans les règles et dans les pouvoirs qu'une Commune a et qui ne sont pas des pouvoirs qui sont les mêmes que ceux de la Région.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin.

L'incident est clos.

3. Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant l'inégalité sociale et financière entre les écoles des différents réseaux d'enseignement sur le territoire de la Commune.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de sociaal-financiële ongelijkheid tussen de scholen van de verschillende onderwijsnetten op het grondgebied van de Gemeente.

Dhr. De Voorzitter :

Ik geef het woord aan Mijnheer Berckmans voor zijn interpellatie.

Dhr. Berckmans :

Dank u Mijnheer de Voorzitter.

Dirk Letens, Peter Droeshout en Lieven Lemmens zijn directeur van respectievelijk de Vier Windenschool, de Sint-Martinusschool en de Sint-Karelschool, drie vrije, Nederlandstalige, scholen in Sint-Jans-Molenbeek. Zij schreven in Brussel Deze Week van 20 februari jl., p. 14, een opiniebijdrage onder de titel "Hoe gelijk zijn onze kinderen?"

Samengevat roepen de drie directeurs de overheid op om elke vorm van sociale ongelijkheid tussen leerlingen weg te werken, ongeacht of de leerlingen school lopen in het gemeentelijk, gemeenschaps- of vrij onderwijs. Zo was er in het recente verleden heel wat te doen rond het betalend maken van de voor- en naschoolse opvang in het gemeentelijk onderwijs. Er blijkt dat die betalende opvang nog steeds goedkoper is dan de factuur die ouders moeten betalen voor de opvang van hun kinderen in het vrij onderwijs; in het gemeenschapsonderwijs zou het door ouders te betalen bedrag zelfs 8 keer lager liggen dan in het vrij onderwijs.

De sociaal-financiële ongelijkheid gaat veel verder dan de betalende opvang. Ik citeer de directeurs van de drie vrije scholen in Molenbeek : "Anno 2014 stellen we dus vast dat de vrije schoolkeuze (voor het vrije, gemeentelijke of gemeenschapsnet) aanleiding geeft tot sociale ongelijkheid. Dat ouder één, die voor een katholieke school kiest, een veelvoud aan kosten betaalt in vergelijking met ouder twee, die zijn kind naar de gemeenteschool stuurt.

Kan dat dan? Juridisch gezien niet. Net om deze toestanden te vermijden, werd er in 2007 een decreet 'Flankerend Onderwijsbeleid' uitgewerkt. Artikel 5 van dit decreet laat niets aan de verbeelding over: 'De gemeenten die sociale voordelen verlenen aan scholen van het eigen schoolbestuur, zijn verplicht dezelfde voordelen toe te kennen aan de scholen van de andere schoolbesturen gelegen op hun grondgebied, als die erom verzoeken. Zij mogen geen enkel onderscheid maken tussen de leerlingen, welke scholen die ook bezoeken.' Welke deze sociale voordelen zijn, staat eveneens omschreven: ochtend-, middag- en avondtoezicht, kosten voor toegang tot het zwembad, leerlingenvervoer, ... Ook de Franse Gemeenschap hanteert een gelijkaardige regeling.

De realiteit op het terrein verschilt echter van de juridische realiteit. Verschillende Brusselse gemeenten hebben geen enkele maatregel genomen om het flankerende beleid gelijk te trekken in scholen van de verschillende netten. De gemeente Molenbeek nam wel

enkele stappen. Ondanks deze positieve inspanningen (zoals het ter beschikking stellen van een schoolverpleegster voor alle vrije Molenbeekse scholen en een kleine tussenkomst in de ochtendopvang) blijft de kloof groot. Tot juni 2013 profiteerden ouders die hun kinderen naar gemeentescholen stuurden dankzij subsidies van de gemeente van een volledig gratis voor- en naschools opvangsysteem. Nu betalen die ouders een kleine, maandelijkse bijdrage. Verschillende scholen uit het vrije net, zowel Franstalig als Nederlandstalig, staan zelf in voor het organiseren van opvang. Zij zien zich verplicht de kosten aan te rekenen aan de ouders.

Een soortgelijke situatie die een feitelijke discriminatie van kinderen in vrije scholen inhoudt is het leerlingvervoer naar gemeentelijke activiteiten of zwemlessen. Een vrije school die zich in een uithoek van de gemeente situeert moet die kosten steeds zelf dragen of doorfactureren aan de ouders. Ook al stopt een bus van de gemeente bij de aanpalende gemeenteschool. En zo komt het dat kinderen van de Sint-Martinusschool soms moeten passen voor een scholenveldloop, een zwemevenement, boekentassenrock in het park of de herdenking van de oorlog met alle (?) Molenbeekse zesdeklassers. Of dat er voor sommige activiteiten twee bussen aan de Vier Windenschool stoppen, beiden met dezelfde bestemming, soms slechts half gevuld”.

Ik stel hierover de volgende vragen die zowel het Nederlandstalig als Franstalig onderwijs in de gemeente betreffen :

1° Kan u een volledig overzicht geven van alle maatregelen die de gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot nog toe heeft genomen in het kader van artikel 5 van het decreet “Flankerend Onderwijsbeleid” van de Vlaamse Gemeenschap en in het kader van de gelijkaardige regeling van de Franse Gemeenschap teneinde de sociaal-financiële ongelijkheid t.a.v. de ouders weg te werken tussen de scholen van de verschillende onderwijsnetten op het grondgebied van de gemeente ? Kan u in dit overzicht vermelden welke maatregelen per school werden genomen en ook over welk bedrag het ging dat hiervoor werd toegekend aan de scholen die niet behoren tot het gemeentelijk onderwijsnet ?

2° De gemeenten die sociale voordelen verlenen aan scholen van het eigen schoolbestuur, zijn verplicht dezelfde voordelen toe te kennen aan de scholen van de andere schoolbesturen gelegen op hun grondgebied, als die erom verzoeken. Is de gemeente in de toekomst bereid die voordelen ook toe te kennen aan de scholen die niet tot het gemeentelijk onderwijsnet behoren indien die schoolbesturen hierom vragen ?

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Berckmans.

Je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Je ne vais pas me joindre au niveau du contenu à de l'interpellation de Monsieur Berckmans. Je suis pour que chaque école puisse effectivement disposer des mêmes avantages. Je trouve qu'on se trompe de cible ici, dans le sens que c'est la Communauté flamande qui décide de subsidier la garderie de midi et la paix scolaire. La Communauté française, de son côté, paye je pense 120 euros par 100 enfants pour la garderie de midi et donc, pour l'accueil extrascolaire, ce n'est pas beaucoup plus.

Je pense qu'il faut en effet une égalité, soyons clairs, mais j'espère vraiment qu'on ne va pas, sous prétexte de diminuer les inégalités entre écoles, augmenter les inégalités entre élèves. Parce qu'en généralisant les mêmes tarifs pour toutes les écoles, cela veut dire que l'exclusion se fera juste à l'intérieur de l'école, comme ça se fait actuellement dans les

écoles communales. On a vu disparaître des enfants qui ne viennent plus aux garderies extrascolaires, et donc l'exclusion qui existe déjà dans le réseau libre, on va la multiplier ailleurs et donc je voudrais vraiment soutenir ou stimuler le Collège à réclamer aux différentes communautés des moyens supplémentaires. Il faut des moyens pour pouvoir encadrer les élèves, aussi dans le temps extrascolaire.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer De Block.

Ik geef het woord aan Mevrouw Gadaleta.

Mevr. de Schepen Gadaleta :

Meneer Berckmans, Meneer De Block, bedankt voor jullie tussenkomst. Meneer Berckmans, uw vraag is zeer complex en brengt ons tot een zeer algemeen debat over het al dan niet gelijk behandelen tussen de netwerken. Ik kan enkel zeggen dat de voorbije jaren, vanuit de Vlaamse Gemeenschap extreem veel gebeurd is om de bestaande ongelijkheid tussen de netwerken weg te werken, dus qua werkingsmiddelen bestaat er geen verschil meer, de leerkrachten worden allemaal op dezelfde manier betaald, de maximumfactuur bestaat zowel voor het gemeentelijke als voor het gemeenschapsonderwijs, alsook voor de vrije scholen.

Ten tweede, en dat is mijn persoonlijke overtuiging, als ze het in de vrije scholen iets moeilijker hebben om bepaalde kosten te dekken, met name de opvang, heeft dit vooral te maken met de taalgroep. Waarom kan het gemeenschapsonderwijs een goedkopere opvang aanbieden? Dat is omdat ze met zoveel zijn, ze kunnen ook de middelen beter inzetten, ze kunnen ook gemakkelijker op zoek gaan naar alternatieve middelen. Om u een voorbeeld te geven: één van die scholen die u citeert en die de artikelen mee ondertekend heeft, heeft voor de organisatie van de opvang een beroep moeten doen op een extern VZW, want uiteraard extreem veel kosten met zich meebrengt. Er stond ook iets anders in het artikel, wat me eerlijk gezegd een beetje deed glimlachen, en dat is dat we vandaag enkel moeten vaststellen dat de vrije schoolkeuze niet meer bestaat, en dit door het huidige beleid in de scholen.

Dus als ze spreken over de ongelijkheden in de kosten, eens de maximumfactuur dezelfde is en eens de werkingsmiddelen dezelfde zijn, blijft enkel de opvang over en dan komen we terug bij het debat dat we reeds verschillende keren gehad hebben, en dan kan ik bij deze gelegenheid aan Meneer De Block antwoorden: de opvang wordt niet gezien als onderwijskosten, dus er wordt voor een bedrag van 6,30 euro per leerling per jaar gesubsidieerd door Vlaanderen binnen de werkingsmiddelen van de scholen. Dat is ruim onvoldoende om deze kosten te dekken, en dat brengt problemen met zich mee. Iedereen is erover eens dat de opvang zowel noodzakelijk is voor de ouders die gaan werken, als nodig voor de kinderen voor een heel aantal redenen, maar niemand is bereid om ervoor te betalen. Dus komen we altijd dezelfde tegenstrijdigheden tegen.

Om ook een onderscheid te maken in het artikel, werden er twee dingen gemengd, er is een discussie over de opvang en een discussie over de bussen. Er wordt verwezen naar de bestaande decreten, de decreten over het onderwijsbeleid. Die decreten zijn heel vaag en ook heel onduidelijk, en ik denk zelfs dat onze koepel van het gemeentelijk onderwijs ook zegt dat deze onduidelijk zijn geschreven. Het is dus moeilijk om te kunnen vaststellen wat de gemeente er eigenlijk kan aan doen. Maar wat wel duidelijk is, is dat er in het decreet staat dat de sociale voordelen die de gemeente zou toekennen aan haar eigen leerlingen, en dan wordt er gesproken over het vervoer van de leerlingen van thuis naar school, de opvang,

toegang tot zwemmen, enz. Indien deze dienstverlening voor de kinderen uit het gemeentelijk onderwijs gratis zou zijn, dan moet hetzelfde aangeboden worden aan de andere netwerken.

De opvang is dus een probleem in Brussel. We hebben in de gemeentelijke scholen geen leerlingenvervoer van thuis naar school, dat is dus geen sociaal voordeel, wat wij doen is vervoer aanbieden aan de kinderen om ze naar activiteiten te brengen, maar dat is betalend, en wordt dus niet gratis aangeboden aan de kinderen. En alles wat betalend is, maakt deel uit van de maximumfactuur die gelijk is voor alle leerlingen. Ik vond dus, als het over de bus gaat, is het niet allemaal correct wat in het artikel stond. Het is ook heel jammer dat men zich baseert op een anekdote om te zeggen dat er bus maar halfvol was. Die bussen doen een ronde, dus onderweg pikken ze ook andere leerlingen op.

Dat is wat de discussie betreft over de bussen. En wat de opvang betreft: de opvang was gratis in de gemeentescholen, deze is nu betalend. Wat zegt het decreet over het deel dat wij moeten betalen aan de andere netwerken, aan de scholen die dat vragen? Dat is het verschil tussen wat de leerlingen bij ons betalen en het bruto uurloon, dus enkel wat de mensen aan de opvang betalen. De werkingsmiddelen worden niet meegerekend, noch het vakantiegeld voor die mensen, enz. Dit is een zeer moeilijke berekening, die onze diensten tot nu toe niet hebben kunnen doen. Maar zelfs als wij die rekening zullen kunnen maken, zullen we niet zo ver zitten, financieel zal er niet een groot verschil zijn.

Ik vind als schepen, en ik ben daarin ondersteund door het college, dat er naast de wet ook een goede verstandhouding van belang is tussen alle netwerken, want tenslotte zijn alle netwerken bezig, namelijk het onderwijs, en het best mogelijke onderwijs aanbieden aan alle kinderen. Dat is ons gemeenschappelijke doel.

Wat ik zelf heb gedaan, toen ik het probleem heb vernomen, heb ik contact opgenomen met de directie, ben ik ter plaatse geweest, ik heb ook met de ouders gesproken, ik heb het punt op de agenda gezet en ik heb ook met alle directies contact opgenomen voor overleg, er zijn maar twee directies die op mijn uitnodiging zijn ingegaan. Dit overleg zal na de paasvakantie, op 28 april, plaatsvinden.

Dat is wat ik tot nu toe gedaan heb, ik zal dus tijdens dit overleg horen wat de concrete vragen zijn van de directies.

Om antwoord te geven wat de concrete maatregelen zijn die Molenbeek tot nu toe heeft genomen, wat het Franstalige onderwijs betreft, is er een gelijkaardig gegeven, maar niet helemaal hetzelfde, daarover is in het verleden een akkoord geweest vanuit de Franstalige kant, om bepaalde bedragen te betalen aan de "comité interscolaire des écoles libres", en dit comité heeft nadien de volledige autonomie om dit uit te delen binnen een bepaalde school. De Nederlandstalige scholen hebben dit niet, dit zijn we nu aan het zoek door dit overleg, we zoeken een manier hoe wij de scholen kunnen ondersteunen die noden zouden hebben.

U vraagt ook hoe de gemeente die sociale voordelen kan verlenen aan de scholen? Zoals ik reeds gezegd heb, zijn die sociale voordelen beperkt tot de opvang, we zijn ook niet helemaal zeker of dit volgens het wettelijke kader is van de sociale voordelen, maar een dialoog is wel belangrijk. Dus wanneer het overleg op 28 april zal plaatsvinden, zal ik vragen wat elke school concreet van ons verwacht, en dat terugkoppelen aan de administratie, aan het college, om te zien hoever wij daarin kunnen gaan.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mevrouw de Schepen.

Ik geef het woord aan Mijnheer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Bedankt voor het uitvoerige antwoord. Is het mogelijk, wanneer het overleg heeft plaatsgevonden, op 28 april, dat wij hierover verder geïnformeerd worden, en ook eventueel over wat er dan gebeurt langs de kant van het Franstalige onderwijs.

Dank u.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Berckmans.

4. Interpellation déposée par Madame Tamditi relative aux élections. Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende de verkiezingen.

M. le Président :

Je donne la parole à Madame Tamditi pour la lecture de son interpellation relative aux élections.

Mme Tamditi :

Ça ne vous aura sans doute pas échappé, des mégas élections auront lieu ce 25 mai. Comme moi, vous conviendrez qu'il est parfois difficile de comprendre les rouages de notre système avec les multiples Parlements : PFB, PFWB, Parlement fédéral, Parlement flamand, Parlement européen,... de quoi s'y perdre !

Or, tous les citoyens belges ont le devoir d'exercer leur droit démocratique. Il nous est demandé d'exprimer notre choix, notre préférence, en connaissance de cause ! Dès lors, il me semble que l'autorité locale, organe de proximité par excellence doit jouer un rôle d'information à destination des habitants.

Mes questions au Collège :

- Avez-vous prévu d'organiser des sessions durant lesquels les électeurs pourront avoir des simulations de vote ? Je pense que ce serait utile aux personnes peu scolarisées.
- De même, pour les personnes qui ne peuvent exercer leur vote elles-mêmes, quelle information est donnée aux assesseurs désignés et volontaires pour garantir leur neutralité tout en aiguillant l'électeur qui souhaite porter son choix sur un candidat en particulier mais qui ne sait pas si c'est au fédéral, régional ou européen ?
- Enfin, des isolements aménagés sont-ils prévu pour les personnes à mobilité réduite ? Je pense plus particulièrement aux personnes qui se déplacent à l'aide d'un fauteuil roulant.

Je pense que vous avez dû recevoir la circulaire envoyée par le ministère de l'intérieur dans laquelle figure une série de recommandations. Bien sûr la circulaire n'a pas force de loi mais néanmoins il y avait quand même une série de recommandations par rapport à la taille des portes, au fait qu'il n'y ait pas d'escalier, au fait que la hauteur soit bien

réfléchi, la taille des fils qui retiennent les crayons et la possibilité qui lui est un bus pour permettre aux personnes âgées présentant une déficience se déplacer pour se rendre aux urnes.

La SPH avait mis en avant un constat qui expliquait que les personnes qui présentent une déficience, pour beaucoup, ils ne se rendent pas aux urnes, du fait de la complexité. Ils ont dédié d'ailleurs mis en ligne un site qui s'appelle « levotepourtous.be ». Je pense donc qu'il est bon de mettre en place ce type d'initiative, mais elle doit être suivie de faits concrets par les autorités publiques.

Merci pour vos réponses !

M. le Président :

Merci Madame Tamditi.

Je donne la parole à Monsieur De Block.

M. De Block :

Je voudrais vraiment entièrement soutenir cette intervention. À ma connaissance, il y a déjà eu ici des initiatives qui ont été prises pour mettre des ordinateurs à disposition. Je voudrais juste demander qu'on essaye d'aller beaucoup plus là où les gens se trouvent avec ces ordinateurs. Il ne faut peut-être pas nécessairement des ordinateurs, mais bien des cartes plastifiées avec les différents écrans que les gens vont voir, qui se manipulent facilement et qui peuvent être mis à disposition des associations. L'idéal ce serait vraiment quelque chose de mobile, qu'on pourrait placer dans les associations qui le demandent. On pourrait aussi installer cela sur le marché. Je pense donc qu'avec un petit peu d'efforts et de créativité, je pense que c'est faisable même sans ordinateur. Parce qu'à Bruxelles, le vote est encore plus compliqué qu'ailleurs.

M. le Président :

Merci Monsieur De Block.

Je donne la parole à Madame la Bourgmestre.

Mme la Bourgmestre :

Le service des Affaires électorales m'a fait savoir qu'il avait cessé d'organiser ce genre de séance car, au fur et à mesure des élections, c'est une expérience qui rencontrait de moins en moins de succès. Voilà, c'est la communication qui m'a été faite par le service et que ce genre de séance demande une préparation importante, puisqu'il y a l'installation du matériel, la surveillance, l'animation etc. Il a été constaté que ça attirait de moins en moins de monde et donc l'investissement est apparu comme disproportionné par rapport au retour qu'on n'en avait des citoyens. Moi, j'ai souvenir qu'on organisait dans la Maison communale et sur le marché, ces séances d'information, mais qu'il y avait finalement très peu de personnes qui s'exerçaient pour se préparer à la votation.

Par contre, la Commune continue à répondre à la demande d'associations qui souhaitent organiser une séance d'information. Mais là aussi, le service me fait savoir que les demandes ont diminué, d'élections en élections.

En ce qui concerne votre question sur l'exercice du droit de vote, la loi électorale prévoit que les aides à apporter aux électeurs qui ont des difficultés à exprimer leur vote, sont une prérogative du Président du bureau de vote. Les Présidents de bureaux sont désignés par le Bureau principal du Canton, dont le Président et le Juge de Paix. Les services communaux en tant que tels n'interviennent pas dans les désignations. Le Bureau principal assure une formation à destination des Présidents de bureaux, leur expliquant bien le rôle y compris dans les aspects techniques et les limites de leurs prérogatives. Sur base d'un tirage au sort dans la liste des électeurs, un certain nombre d'assesseurs potentiels sont convoqués dans chaque bureau par le Bureau principal. Le jour même, c'est le Président du bureau de vote qui retient le nombre d'assesseurs auxquels il a droit en fonction du nombre d'électeurs du bureau. Un Président de bureaux ne peut déléguer ses prérogatives en matière d'aide aux électeurs qu'à un de ses assesseurs en lui donnant des instructions précises pour que le choix de l'électeur soit respecté.

En ce qui concerne les aménagements, notamment pour les personnes souffrant d'un handicap ou à mobilité réduite, la réglementation exige au minimum un isolement accessible aux personnes handicapées sur chaque site. A Molenbeek-Saint-Jean, il y a de nombreux bureaux de vote qui sont répartis sur tout le territoire de la Commune et il n'y a pas à ma connaissance de remarques concernant l'accessibilité au bureau de vote. Les difficultés que l'on rencontre parfois concernent l'organisation au sein même du bureau de vote et des difficultés aussi d'ordre technique.

En ce qui concerne les isolements pour personnes handicapées, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a déjà depuis de nombreuses années des bureaux qui disposent d'un isolement accessible aux personnes à mobilité réduite. Voilà Madame, les réponses que je souhaitais vous apporter.

M. le Président :

Merci Madame la Bourgmestre.

Madame Tamditi ne souhaitant plus intervenir, l'incident est clos.

5. Interpellation déposée par Madame Tamditi relative aux travaux sur la Place communale.

Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende de werken op de Gemeenteplaats.

M. le Président :

Je redonne la parole à Madame Tamditi pour la lecture de son interpellation relative aux travaux sur la Place communale.

Mme Tamditi :

Merci Monsieur le Président.

Nous voyons petit à petit la nouvelle place prendre forme, et on a tous hâte que les travaux prennent fin !

Ce réaménagement a pour but de nous offrir un cadre convivial où les enfants pourront jouer en toute sécurité, les piétons pourront se déplacer sans être incommodés, les passants pourront s'y installer pour profiter des beaux jours de l'été.

Pour garantir ces engagements, je souhaite interroger le Collège pour savoir ce qui, précisément, sera mis en place en termes d'aménagement et de surveillance pour que cet espace partagé soit bel et bien un lieu agréable à traverser, à visiter.

Je vous remercie.

M. le Président :

Merci Madame Tamditi.

Je donne la parole à Monsieur l'Echevin Gypers.

M. l'Echevin Gypers :

Merci Monsieur le Président.

Madame Tamditi, merci pour votre question.

Je crois que c'est vraiment une question importante pour tous les futurs utilisateurs de la Place communale. Il est bon de rappeler un élément fondamental du dispositif, que les spécialistes appellent la sécurité du danger. Débarrassé et désencombré de tout le dispositif séparateur, de toute différence de niveau, tout marquage au sol et de tous panneaux de signalisation routière, l'espace public partagé replace chaque usager en situation d'attention et d'interaction en amont de toute règle particulière. Autrement dit, alors que dans l'espace spécialisé, l'automobiliste s'autorise à rouler vite, car il estime que la chaussée est son territoire, dans l'espace partagé, il perçoit immédiatement que le lieu est d'un autre ordre : nature du sol, présence des piétons partout, élévation à chaque entrée, et qu'il n'est pas chez lui. Le danger est pour lui partout, il peut surgir de partout. Ils redoublent donc d'attention.

Il faut également préciser qu'il faut absolument éviter tout aménagement, présence de mobilier, de potelets qui seraient de nature à recréer une chaussée. En effet ceux-ci redonneraient aux automobilistes le sentiment qu'il s'agit d'une zone où ils sont prioritaires et où ils s'autoriseraient à accélérer, avec les risques que cela comporte. Enfin, il va de soi que dans un premier temps au moins, l'implication spécifique et permanente des différents services communaux, en particulier la Police, sera nécessaire pour garantir le bon usage de cet espace. Je peux aussi vous renvoyer à la note de synthèse téléchargeable via le lien que je vais vous communiquer personnellement.

M. le Président :

Merci Monsieur l'Echevin.

L'incident est clos.

**6. Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant les nouveaux phénomènes indésirables dans les environs de la Porte de Ninove.
Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de nieuwe ongewenste verschijnselen in de omgeving van de Ninoofse Poort.**

Dhr. de Voorzitter :

Ik geef het woord aan Mijnheer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Ik heb hier en elders reeds meermaals problemen in de omgeving van de Ninoofse Poort aangekaart. De waslijst van bestaande problemen was reeds zeer groot maar toch komen er telkens nog nieuwe bij. Om u, bij manier van spreken, niet te laten verdrinken in die ellenlange lijst van problemen die een oplossing vragen, beperk ik me vandaag tot 1 specifiek nieuw punt.

Gedurende de voorbije weken parkeerden er regelmatig autobussen, vrachtwagens, ... op de strook tussen het speeltuintje op het Driehoeksplein en het fietspad langs het kanaal (zie foto – bijlage 1). Aanvankelijk dacht ik, zoals vele andere buurtbewoners, dat die motorvoertuigen er niet mochten parkeren. Bij nader inzien bleek dat het weliswaar geen aangewezen parkeerplaats is maar dat de politie niet kon optreden bij gebreke aan een duidelijke signalisatie met verkeersborden (zie foto – bijlage 2). Ik heb dit “ongewenst” parkeren onmiddellijk gesignaleerd en de bevoegde schepen, de heer Jan Gypers, heeft inmiddels reeds het nodige laten doen zodat de motorvoertuigen zich niet meer naar de voormelde strook kunnen begeven en er dus ook niet meer kunnen parkeren. De Ninoofse Poort en omgeving worden soms een no-go-zone genoemd omdat de regels er niet worden gerespecteerd. Het incident met de motorvoertuigen die geparkeerd stonden naast het speelpleintje op het Driehoeksplein heeft ons echter geleerd dat de regels soms ook niet worden gerespecteerd omdat de regels er niet zijn.... Ik verduidelijk : de motorvoertuigen konden er parkeren omdat er nergens verbodstekens waren aangebracht om duidelijk te maken dat er op die strook niet mag worden gereden en geparkeerd. Een ander voorbeeld : Op het einde van de Heyvaertstraat stond een verkeersbord dat tot onduidelijkheid leidde. Ik zeg wel “stond” : Het verkeersbord is intussen – na een fikse wervelwind - verdwenen maar de onduidelijkheid en dus ook de verkeersonveiligheid zijn gebleven.

Ik stel hierover de volgende vragen :

1° Kan de gemeente, indien nodig in overleg met de verschillende bevoegde gewestelijke overheden, het nodige doen om op korte termijn de gepaste verkeersborden te laten aanbrengen ?

2° Kan de burgemeester, als voorzitter van het Politiecollege van de zone Brussel West, opdracht geven het naleven van die verkeersborden te doen respecteren ?

3° Op het einde van de Ninoofse Steenweg blijven vrachtwagens met tweedehandswagens soms lange tijd “gewoon” op een van de (auto)rijvakken staan vooraleer de Heyvaertwijk binnen te rijden. Dergelijk gedrag verhoogt de reeds bestaande verkeersonveiligheid in de buurt. Gelijkaardige vraag als in b : Kan het nodige worden gedaan om de bevoegde diensten tegen dergelijk gedrag te laten optreden ?

Het duidelijk maken van de regels (in dit geval namelijk door het aanbrengen van de vereiste verkeersborden) en het doen naleven van de regels zijn immers een eerste vereiste om te vermijden dat de omgeving van de Ninoofse Poort een no-go-zone wordt/blijft. Het is onmogelijk om in een interpellatie alle bestaande “mistoestanden” in de buurt op te sommen en te omschrijven. Daarom nodig ik u uit voor een rondleiding ter plaatse zodat u zich zelf kan vergewissen van al de problemen waarmee deze buurt en haar omgeving dagelijks worden geconfronteerd.

Ik dank u.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Berckmans.

Ik geef het woord aan Mijneer Gypers.

Dhr. de Schepen Gypers :

Meneer Berckmans, ik ben blij dat u dat zo goed kunt beschrijven. Het is eigenlijk een realiteit geworden dat we op de gewestwegen dikwijls geconfronteerd worden waar we zebrapaden aan het trekken zijn op de gewestelijke weg. We doen dit waar het echt noodzakelijk is, we hebben dat aangehaald. Aan het Driehoekspein was dit echt noodzakelijk. Maar uiteraard is dat niet onze bevoegdheid, we worden daar telkens door het Gewest op terechtgewezen, door te zeggen "jullie mogen dit niet doen, het is aan ons", en alle mankementen die u terecht aanwijst, moeten we via de politie naar Mوبiel Brussel brengen, omdat zij de nodige draagkracht hebben om erop te wijzen dat het dringend nodig is, en dat daar moet iets veranderen. Als wij dat aanvragen als gemeente, en ik zal dat doen, maar ik zal ook met aandrang aan de politie vragen om dit ook te doen. Ze hebben meer draagkracht en het wordt pijsnel gedaan als de vraag via de politie komt.

Voor de rest, is dat een gewestelijke bevoegdheid en is het heel moeilijk om u daar verder nog antwoord op te geven.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijneer Gypers.

7. Interpellation déposée par Monsieur Berckmans relative à l'entretien du parc avec jardin d'enfants à la Place du Triangle.

Interpellatie ingediend door Mijneer Berckmans betreffende het onderhoud van park met speeltuin op het Driehoekspein.

Dhr. de Voorzitter :

Ik geef het woord aan Mijneer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

In de vorige interpellatie had ik het reeds over het park(je) met speelplein(tje) op het Driehoekspein. Dit perceel is eigendom van de Gewestelijke Grondregie. Uit mails van ambtenaren van deze instelling is gebleken dat de Grondregie niet over de nodige financiële en menselijke middelen beschikt om dit terrein te onderhouden. Aan enkele schepenen werd reeds informeel de vraag gesteld of de gemeente dit terreintje op geregelde tijdstippen zou kunnen onderhouden. De goede wil lijkt er wel te zijn maar er blijken ook praktische en juridische bezwaren te zijn aangezien de gemeente niet de eigenaar is van het terrein op het Driehoekspein. Daarom stel ik vandaag de volgende vragen waarop ik graag een formeel antwoord zou krijgen :

1° Buurtbewoners zorgden zelf voor groenvoorzieningen op dit pleintje en namen ook het initiatief om er een speeltuintje te plaatsen. Het pleintje heeft een belangrijke functie voor de gehele wijk. Kan de gemeente een overeenkomst afsluiten met de Gewestelijke Grondregie, eigenaar van het terrein op het Driehoekspein, zodat de gemeente dit zonder problemen en op geregelde tijdstippen kan onderhouden ?

2° Bijna wekelijks worden lege flessen en – veel erger – scherven van stuk geslagen flessen en ook ander vuilnis in en rond de speeltuin teruggevonden. Het is voor iedereen duidelijk dat dit tot gevaarlijke situaties leidt voor de spelende kinderen. Daarom de vraag : kan de gemeente enkele borden aanbrengen die de bezoekers van het parkje vraagt geen

flessen te laten rondslingeren, geen flessen stuk te gooien, ... Een niet onderhouden park met rondslingerende scherven en ander vuilnis nodigt uit om er nog meer vuilnis bij te gooien en zelfs tot – al dan niet lichte vormen van – criminaliteit.

3° Sommigen komen broodresten in het park gooien om dieren te voederen. Dit heeft tot gevolg dat er nu ook ratten in het park zitten. Kan de gemeente ook hiervoor een bord “verboden de dieren te voederen” aanbrengen ?

4° Zelden zijn er langs die kant van de Ninoofse Steenweg gemeenschapswachten te zien. Is het mogelijk de gemeenschapswachten ook te laten circuleren op en rond het Driehoekspein en in de overige gedeelten van de Heyvaertwijk op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek ?

Zoals m.b.t. de aspecten die ik heb aangehaald in mijn vorige interpellatie is het ook hier belangrijk dat eerst en vooral duidelijke signalisatie wordt aangebracht, dat er gemeenschapswachten aanwezig zijn en dat de politie optreedt wanneer de regels niet worden gerespecteerd. Daarbij komt dat een net en goed onderhouden park veel leuker en veiliger is voor spelende kinderen terwijl het tegelijkertijd minder uitnodigend is voor ongewenste bezoekers die er vuilnis achterlaten.

Ik dank u.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mijnheer Berckmans.

Ik geef het woord aan Mevrouw Gadaleta.

Mevr. de Schepen Gadaleta :

De situatie is zo dat dit park is niet als park is geclassificeerd, ik ken die situatie redelijk goed. Ik heb verschillende contacten gehad met de inwoners, ik ben ter plaatse geweest en zeer veel uitwisseling gehad met die mensen, dus het klopt inderdaad, het park is geen gemeentelijk domein, maar een domein dat het eigendom is van de Gewestelijke Grondregie. Ik heb reeds sinds 10 maanden regelmatig contact, ik spreek regelmatig deze Grondregie aan over hun plichten wat betreft het onderhoud van deze ruimte.

U stelt mij een simpele vraag: kan de Gemeente overeenkomsten aansluiten met de Gewestelijke grondregie? Ik moet u op deze vraag negatief antwoorden, en niet enkel omwille van de juridische kant van de zaak, maar ook omdat onze groendienst niet in staat is om bijkomende parken te onderhouden. We hebben een ploeg van een 40-tal mensen die bij de groendienst werken voor heel veel parken, we hebben meer dan 3.500 bomen, alleen al op de straten, zonder de bomen in de parken hierbij te rekenen. Dus het is een hele klus om vandaag onze bomen en onze parken te kunnen onderhouden. Dit belet niet dat wij met de groendienst van het Gewest in contact te komen. Deze dienst werd gevraagd om tussen te komen bij het planten van bomen, ik heb laten weten dat wij, omwille van de diefstallen, liever niet wilden van de diensten van die groene dienst, maar dat wij bereid waren dit zelf te doen, indien de Grondregie deze verantwoordelijkheid niet zou opnemen. Ik heb er niets meer van vernomen, dus ik veronderstel dat dit in orde is.

Over het speeltuintje is het heel simpel: als de gemeente het beheer van het parkje zou overnemen, dan zouden we bijvoorbeeld sommige speeltuintjes moeten weghalen, omdat ze niet voldoen aan de regels.

Dus, langs de ene kant, doen we wat we kunnen met onze groendienst, we hebben al het park grondig gekuist, de samenwerking is dus mogelijk.

Langs de andere kant zijn er grote projecten die al verschillende stappen vooruit hebben gekend, dus ik denk dat we moeten wachten op een mooi, algemeen park op die plaats.

Als het gaat over de netheid, laten de diensten me weten dat er op die kleine ruimte, reeds 10 vuilnisbakken staan die regelmatig leeggemaakt worden, dus het laten rondslingeren van glazen en zo heeft zeker niets te maken met het gebrek aan vuilnisbakken, maar wel met het gedrag van de mensen. We kunnen er eventueel panelen zetten, we zullen kijken wat wij hebben, want die zijn niet zomaar beschikbaar. Ik moet er wel bij zeggen dat mijn diensten minder optimistisch zijn over de resultaten die hierover zullen bereikt worden.

En dan betreffende de vraag over de stadswachters, ik denk dat dit thema al verschillende keren aan bod gekomen is, de problematiek is ook helemaal duidelijk. De preventieverantwoordelijke die bij de gemeente zal werken, zal waarschijnlijk ook een volledige planning maken, en dit bekijken op basis van de noden die op dit stukje van Molenbeek aanwezig zijn.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mevrouw Gadaleta.

Ik Geef het woord aan Mijnheer Berckmans.

Dhr. Berckmans :

Dank u Mevrouw de schepen. Ik weet het ook, er zijn inderdaad vuilnisbakken, het ligt dus niet aan het feit dat er geen staan, maar zoals u zegt, aan het gedrag, vandaar mijn suggestie voor die borden die de onbeschaafden op andere ideeën zouden kunnen brengen.

Ten tweede, is dat geen kritiek op de gemeente, maar het feit dat de Grondregie dit niet beschouwt als een parkje. Juridisch is dat zo, maar de feitelijke situatie is dat er momenteel een park is.

Ten derde, u zegt dat we moeten wachten op een groot project rond de Ninoofsepoort. Hier wordt al jaren over gesproken, over die grote, algemene heraanleg enz., maar het wordt altijd op de lange baan geschoven, dus in afwachting kunnen de bewoners niets anders doen met dat parkje. Vandaar dat ik enkel wou vragen: kan de Gemeente het af en toe onderhouden of niet?

Mevr. de Schepen Gadaleta :

De eventuele tussenkomst van de groene diensten kan, en ik heb nog recent een vraag gekregen. Bijvoorbeeld als de inwoners een actie doen en wij daarover een vraag krijgen, dan gaan de netheidsdiensten langs om vuilnis op te halen. Dus het is niet zo dat wij echt helemaal niets doen. Wij doen wat we kunnen en we ondersteunen de inwoners zoveel als we kunnen. Maar het beheer overnemen, is op dit moment onmogelijk.

Dhr. de Voorzitter :

Dank u Mevrouw de Schepen.

L'incident est clos.

Je remercie tout le monde, et l'opposition en particulier, d'avoir assuré le quorum, merci également pour les interpellations.